

Association Seine-Nord Europe

Premiers résultats des questionnaires

Séminaire de Compiègne du 7 septembre

1. Questionnaires reçus

- 74 Réponses d'entreprises (32 fédérées par CCI Picardie)
- Dont 34 de la Somme, 15 de l'Aisne, 12 du NPdC, 7 de l'Oise, 3 IDF, 2 belges
- 12 institutionnels (5 Picardie, 4 National, 3 NPdC)

2. Le niveau d'information

- 93 % des entreprises déclarent avoir connaissance du projet
- Les réseaux professionnels (30 entreprises) et la presse (29 entreprises) sont les supports les plus régulièrement cités
- Les institutionnels citent plus régulièrement VNF

3. Les informations complémentaires

- **La moitié des entreprises signalent des besoins complémentaires d'informations sur:**
 - Les modalités, le calendrier des consultations des entreprises locales et l'organisation de la remontée des besoins des entreprises engagées sur le chantier
 - Les filières et la cartographie des flux de trafic
 - Les accès terrestres et le fonctionnement des plates formes
 - Le « fluvial » : cale, péages, barging,...
- **Les entreprises souhaitent être régulièrement informées de l'état d'avancement du chantier**
 - Opportunité d'un bulletin (mensuel) d'information

4. L'impact sur l'activité

- **La moitié des entreprises (34) (seulement) signalent un impact du canal pour le développement de leurs activités**
- **Les impacts les plus intéressants**
 - Pour les entreprises locales et au plan régional, sont cités les travaux de réalisation du canal et des plates formes (34 entreprises)
 - Pour l'exploitation après 2017, 31 entreprises citent les perspectives logistiques nouvelles mais pour l'exportation essentiellement (transport à longue distance)
- **Les perspectives les plus intéressantes**
 - Des secteurs porteurs : BTP et granulats en lien avec Grand Paris et programme logements, agro industrie, recyclage, colis exceptionnels, services aux entreprises
 - Des opportunités à saisir : baisse des couts de transport, désaturation du transport routier, création d'un hub logistique en NPdC
- **Le développement des activités de services et des emplois indirects liés au projet est peu évoqué**

5. Les plates formes (Question 5)

- La quasi-totalité des entreprises ne disposent pas d'informations suffisantes sur les plate formes
- 14 entreprises -19%- citent les plates formes comme supports du développement de leurs activités
- Certaines voient des opportunités dans leur construction, d'autres dans les services à proposer aux utilisateurs des plates formes
- De nombreuses questions subsistent sur leur gouvernance, sur leur cohérence avec les plates formes existantes, sur leurs accès terrestres (route et fer)
- La multi modalité peut elle devenir une réalité?
- Le NPdC est très attaché à la constitution d'un hub logistique dans la région, « le plus important au nord de Paris »

6. Les emplois (Question 7)

- Les entreprises n'ont pas encore identifié, ni estimé les emplois de services, indirects et induits générés par le projet
- Peu de précisions sur les besoins quantitatifs ou qualitatifs d'emplois
- 20 entreprises citent des métiers à développer
- La majeure partie des indications concernent les emplois du BTP, de la batellerie fluviale
- Emergence d'un métier de la logistique fluviale
- Une fédération estime le nombre d'emplois directs du chantier à 4500 ou 5000 emplois directs dont un tiers de local
- Le canal est surement porteur d'emplois mais il est difficile aujourd'hui d'en estimer le nombre

7. Les attentes vis-à-vis de l'Etat et de VNF (questions 8 et 9)

■ Vis-à-vis de VNF

- Respect de l'activité et des communications existantes
- Tarification de l'ouvrage
- Définition des modalités de consultation des entreprises sous traitantes, et des besoins des entreprises chargées des travaux.
- Interface avec les décideurs locaux, travail collégial
- Gestion communication d'une liste des utilisateurs locaux du canal, de leurs ressources
- Navigation 24 h sur 24, plages de manutention élargies
- Informations sur le « fluvial »

■ Vis-à-vis de l'Etat

- Respect des planning, des délais et des calendriers, des engagements du Grenelle
- Transparence des procédures
- Fédérateur des décideurs en charge des aménagements connexes
- Aide au développement local
- Soutien des secteurs « inquiets »
- Souplesses douanières

8. Divers (Question 11)

- Importance signalée de la « proximité » des ports du Havre et de Dunkerque
- Exclusion du réseau consulaire de la gouvernance des plates formes
- Création d'un comité de coordination pour optimiser les retombées économiques du canal
- Des actions sont engagées sur le terrain : études, élaboration d'une politique de réservation foncière pour faciliter les implantations, bourses Internet

9. Conclusion

- La moitié des entreprises des territoires n'a pas intégré les perspectives de développement offertes par le canal Seine nord Europe
- Si les perspectives liées aux emplois directs de chantier sont perçues, celles liées aux services relatifs au chantier et à l'exploitation du canal sont ignorées
- La mobilisation des entreprises qui ont une culture fluviale est supérieure à celle des entreprises plus « distantes » du projet
- La période préparatoire et de construction du canal pourrait être mise à profit pour améliorer la perception du multimodal en y intégrant une culture « fluviale »
- La gestion des plateformes sur lesquelles se mettront en place les opérations de transfert modal est déterminante de ce point de vue